Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences religieuses

Résumé des conférences et travaux

119 | 2012

Annuaire de l'EPHE, section des Sciences religieuses (2010-2011)

Sociologie des religions et de la laïcité

Valentine Zuber

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/asr/1091>

DOI : 10.4000/asr.1091

ISSN : 1969-6329

Éditeur

Publications de l'École Pratique des Hautes Études

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2012

Pagination : 259-260

ISSN : 0183-7478

Référence électronique

Valentine Zuber, « Sociologie des religions et de la laïcité », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences religieuses* [En ligne], 119 | 2012, mis en ligne le 10 octobre 2012, consulté le 13 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/asr/1091> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/asr.1091>

Tous droits réservés : EPHE

Sociologie des religions et de la laïcité

L'enseignement du séminaire de « Sociologie des religions et de la laïcité », s'est décomposé en deux parties lors de l'année académique 2010-2011. Une première partie a été consacrée à la recherche en cours intitulée « Le débat sur l'origine des droits de l'homme » et une deuxième, plus spécialement dédiée à la recherche appliquée en cours de master sur « Les relations Églises-États en Europe et dans le monde ».

Une première séance commune aux deux thèmes de recherche intitulée *Faire l'histoire de la laïcité*, était destinée à rappeler aux étudiants et auditeurs la méthodologie employée dans ce cours. Le séminaire de recherche a été consacré tout entier à l'exploration historiographique et philosophique de la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* de 1789. La fabrique de la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* au cours du mois d'août 1789 par l'Assemblée constituante a été détaillée et analysée. Puis nous avons consacré une autre séance aux débats autour de l'article X de cette même déclaration qui, en dépit de sa formulation paradoxale a introduit la liberté religieuse dans les principes du droit français depuis la révolution française jusqu'à nos jours. Dans un troisième temps nous avons exposé les débats entre juristes et philosophes du XIX^e siècle sur les origines religieuses éventuelles de la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* de 1789, avec l'évocation de la querelle académique entre Georg Jellinek et Émile Boutmy parue dans une revue juridique française en 1902. Cette querelle qui a fait beaucoup de bruit à l'époque et qui est constamment rappelée dans l'historiographie postérieure, était comme l'aboutissement d'une philosophie de l'histoire différente concernant l'explication de la Révolution française. Remontant à rebours de l'histoire sur les origines de ce débat, nous avons étudié successivement les positions d'Edgar Quinet, de Michelet, d'Alexis de Tocqueville et d'Hippolyte Taine. Puis nous avons porté une attention soutenue au renouvellement de l'historiographie sur la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* de 1789, à travers les ouvrages de Marcel Gauchet (1989) de Christine Fauré (1989 et 2010).

Lors des exposés d'étudiants, plusieurs sujets ont été abordés en cours de master, en lien, ou pas, avec le sujet du séminaire de recherche : l'étude de l'iconographie révolutionnaire contemporaine de la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* de 1789 ; la laïcisation de l'Italie unifiée de la fin du XIX^e siècle jusqu'aux accords de Latran (1929) ; la paradoxale laïcité danoise à travers le cas de l'enseignement religieux à l'école ; le problème de la législation sur le voile intégral en Europe ; la médecine et la laïcisation au XIX^e siècle en Uruguay ; les paradoxes d'un État laïque et son rapport aux religions dans le Brésil contemporain ; les dérogations à

la laïcité française en Alsace-Moselle ; la laïcité face à l'islam ; les retombées du 11 septembre 2001 sur la conception occidentale de l'islam ; John Locke et la liberté religieuse au xvii^e siècle ; le crypto-judaïsme et la laïcité au Portugal ; et finalement une réflexion sur la nécessité – ou non – de réformer la loi de 1905 en France.